

Nombre de Conseillers**en exercice : 13****Présents : 11****Absents : 2****Procurations : 1****Votants : 12**

PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL
LUNDI 7 AVRIL 2025 A 18H

L'an deux mille vingt-cinq

Le sept Avril

Le Conseil Municipal de la Commune de Malves en Minervois

Dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Régis POMMIES, Maire.

Date de Convocation : Le 27/03/2025

PRÉSENTS : SABAYROU Francine, CANOVAS Alphonse, COASSIN Ottorino, GARCES Henri, GIRARD Yves, DOUTRE Myriam, RAYMOND Pierre Emmanuel, MARTIN M-Dominique, LEBRETON David, CAGNINACCI Isabelle.

Absents non excusés : Mme CORBEL Sandrine

Absents excusés avec procuration : Mme DUVAL Juliette donne procuration à Mme SABAYROU

Secrétaire : Francine SABAYROU

Monsieur le Maire fait l'appel pour vérifier le quorum et informe des procurations en cours pour cette séance.

Les membres du Conseil municipal étant en nombre suffisant pour délibérer valablement, monsieur le Maire déclare la séance ouverte, rappelant que les portables doivent être éteints et que la séance est enregistrée sous la forme audio.

APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 24/02/2025.

Mr le Maire met à l'approbation des membres présents et représentés légalement le PV du dernier conseil municipal qui est approuvé à :

- **8 POUR – 4 ABSTENTIONS (Mmes DOUTRE CAGNINACCI – Mr GIRARD RAYMOND)**

Ordre du Jour de la séance :

Pour décision :

1. Approbation du budget primitif 2025
2. Vote des taux d'imposition pour 2025
3. Vote des subventions aux associations pour 2025
4. Admissions en non-valeur pour 2025
5. Fixation du tarif de location du foyer communal à compter du 1^{er} Mai 2025
6. Fixation des tarifs de reproduction de documents à compter du 1^{er} mai 2025
7. Fixation des tarifs de concession de terre au Cimetière communal à compter du 1^{er} mai 2025
8. Mise à jour des loyers des baux en cours à compter du 1^{er} Mai 2025
9. Mise à jour du tableau des emprunts (Caisse d'Épargne) ayant fait l'objet d'un report d'échéance en 2019- écritures non budgétaires à valider
10. Approbation du rapport de la CLECT du 25/03/2025 et des attributions de compensation 2025
11. Motion relative à la réforme sur le financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale à la demande du Syaden

Pour information :

- Compte rendu de la réunion publique sur le projet d'Aire de jeux dans le Parc du Château
- Compte rendu des travaux sur la RD 37
- Demande de la Calandreta de Villedubert – participation aux frais de scolarité
- Information sur le projet de mise à disposition d'un terrain communal

Questions orales

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2025.

Il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur le budget primitif 2025 étudié lors de la réunion de la commission des finances du 24/03/2025, comme suit :

Dépenses et recettes de fonctionnement : 1 508 942 €

Dépenses et recettes d'investissement : 1 121 250 €

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
fonctionnement	1 508 942.00 €	1 508 942.00 €
Investissement	1 121 250.00 €	1 121 250.00 €
TOTAL	2 630 192.00 €	2 630 192.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'avis de la commission des finances du 24/03/2025,

Vu le projet de budget primitif 2025 déposé ci devant,

Conformément à l'article L5217-10-6 du CGCT concernant les virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre,

Après en avoir délibéré :

- APPROUVE le budget primitif 2025, arrêté comme suit :

- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;

- au niveau du chapitre et les opérations pour la section d'investissement,

SECTIONS	DEPENSES	RECETTES
fonctionnement	1 508 942.00 €	1 508 942.00 €
Investissement	1 121 250.00 €	1 121 250.00 €
TOTAL	2 630 192.00 €	2 630 192.00 €

VOTES :

POUR 8

CONTRE 0

ABSTENTIONS 4 (Girard, Doutre, Raymond, Cagninacci)

Mr Girard souligne que ce budget ne favorise pas le développement du village au niveau de l'entrepreneuriat ; la recherche du développement n'existe pas.

VOTE DES TAUX D'IMPOSITIONS POUR 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025,

Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, portant sur l'aménagement de la fiscalité directe locale, et notamment ses articles 2 et 3 aménagés par les articles 17 et 18 de la loi n° 82-540 du 28 juin 1982,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies,

Considérant l'augmentation des bases notifiées sur l'Etat 1259 qui est de l'ordre de **2.30 %**,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée de se prononcer sur les taux d'imposition des trois taxes locales pour l'année 2025, Mr le Maire rappelle à l'assemblée l'état 1259 sur lequel figurent les bases d'impositions et les taux suivants :

TAXES	Bases prévisionnelles 2025	Taux 2024	Produits 2025/Taux constants
Taxe Foncière bâti	817 400 €	46.14 %	377 148.00 €
Taxe Foncière non bâti	18 469 €	107.38 %	18 469.00 €
Taxe d'habitation RS	77 900 €	18.22 %	14 193.00 €

Mr le Maire propose de conserver les taux d'imposition votés en 2024 et dépose devant l'assemblée le produit des 3 taxes attendu :

TAXES	Bases prévisionnelles 2024	Taux proposés 2024	Produits 2024/Taux constants
Taxe Foncière bâti	817 400 €	46.14 %	377 148.00 €

Taxe Foncière non bâti	18 469 €	107.38 %	18 469.00 €
Taxe d'habitation RS	77 900 €	18.22 %	14 193.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide selon les modalités de vote suivantes :

1. de conserver les taux d'imposition pour l'année 2025 à savoir :

TFB : 46.14 %

TFPNB : 107.38 %

TH (sur résidences secondaires) : 18.22 %

2. de charger M le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux ainsi qu'à la DGFIP.

MODALITES DE VOTE : A l'unanimité

VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2025.

Mr le Maire évoque la réunion de la commission Associations qui a eu lieu le 17/03/2025, au cours de laquelle les demandes de subventions ont été étudiées une par une.

Il donne lecture des propositions de la commission et demande aux membres présents de procéder au vote des subventions une par une.

Il demande que les conseillers municipaux membres l'une des associations bénéficiant d'une subvention ne prennent pas part au vote de la subvention en question, conformément au CGCT :

ASSOCIATIONS	MONTANT PROPOSE PAR LA COMM°	VOTE POUR	VOTE CONTRE	ABSTENT°
ACCA	500 €	12		
Anciens combattants	500 €	12		
Danse Form Club	700 €	12		
Pêche Clamoux	500 €	12		
Foyer Socio Culturel	2 700 €	12		
GRAPH	1 000 €	9	3 Doutre, Cagninacci, Raymond	
Histoire et Généalogie	100 €	12		
Paysage et Patrimoine rural	1 000 €	12		
Sté Etude Scientifique	100 €	12		
Fonds solidarité pour le logement 2025	100 €	12		
Unité Mobile de Premier secours	1 000 €	11		1 Raymond
Association les Chats oubliés	1 000 €	12		
Patrimoine vallées des Cabardés	100 €	12		
Malves Environnement	1 000 €	11		1 Mr Girard
Malves et ses trésors	1 000 €	10		2 Mr Girard, Doutre
Syndicat du Cru Minervois évènement du 15/06 sur Villepeyroux	500 €	12		
Camins Chemin ancien du Mvois	0 €	11		1 Girard

Des échanges ont lieu avant chaque vote, notamment lors du vote de la subvention suivante :

- *Subvention au Graph : le versement de la subvention est conditionné à l'organisation de manifestation sur la commune permettant de justifier la dépense.*
- *Subvention à l'association « les chats oubliés » : le versement sera conditionné à un état des lieux de l'activité sur la commune.*

ADMISSIONS EN NON VALEUR- CREANCES IRRECOUVRABLES SUR BUDGET M 57 POUR 2025.

Monsieur le maire dépose devant le Conseil municipal une demande de la Trésorerie Carcassonne Agglo dont dépend la Commune concernant des créances devenues irrécouvrables après poursuites infructueuses.

Cette demande concerne des factures d'eau impayées sur les exercices de 2011 à 2019 ainsi que des impayés de repas cantine pour un montant total de 1 838.96 € (cf annexe).

Monsieur le maire demande au conseil d'admettre ces créances en non-valeur sur le budget M 57 et rappelle que ces admissions en non-valeur ne suppriment pas juridiquement l'existence de la dette des débiteurs concernés et que des poursuites sont possibles jusqu'à la prescription légale des créances quand cela est possible.

Le conseil municipal après avoir délibéré :

- **ACCEPTE** l'admission en non-valeur des créances ci-dessus désignées
- **CHARGE** monsieur le maire des démarches administratives se rattachant aux admissions en non-valeur,
- **DEMANDE** que soient inscrites :
 - * à l'article 6541 « créances admises en non-valeur » la somme 1 787.96 €
 - * à l'article 6542 « créances éteintes » la somme de 51 €

MODALITES DE VOTE : **POUR 11 CONTRE 1 (Mr Canovas) ABSTENTION 0**

FIXATION DU TARIF DE LOCATION DU FOYER COMMUNAL APPLICABLE AU 01/05/2025.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'en raison de l'augmentation des charges (électricité/eau/ frais de nettoyage) liées à la gestion du foyer communal, il convient de procéder à une augmentation du tarif qui n'a pas été réévalué depuis septembre 2017.

Plusieurs membres du conseil ont travaillé sur les tarifs pratiqués dans les communes voisines et le cout réel d'une location du foyer dans les charges de fonctionnement de la Commune.

Monsieur le Maire propose les tarifs suivants pour la location du foyer le weekend (48h) :

- Pour les personnes résidentes sur la commune (administrés) :
240 € avec une caution de 1 000 €
- Pour les personnes non résidentes sur la commune :
500 € avec une caution de 2000 €

Il propose un principe de gratuité du foyer communal pour :

- * les associations à but non lucratif pour l'organisation d'une manifestation ouverte aux habitants,
- * toute réunion électorale, organisé par un candidat déclaré aux élections.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- Fixe les tarifs de location du Foyer à compter du 1^{er} MAI 2025 :

- * **Pour les personnes résidentes sur la commune (administrés) :**

240 € avec une caution de 1000 €

- * **Pour les personnes non résidentes sur la commune :**

500 € avec une caution de 2000 €

- * **le principe de gratuité pour :**

Les associations à but non lucratif pour l'organisation d'une manifestation ouverte aux habitants,

Les réunions électorales organisées par un candidat déclaré aux élections.

- Mandate le maire pour effectuer les démarches afférentes à cette décision,

MODALITES DE VOTE : **A l'unanimité des membres présents et représentés.**

**FIXATION DES TARIFS DE REPRODUCTION DE DOCUMENTS A
COMPTER DU 1^{ER} MAI 2025.**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal du cout annuel du photocopieur pour la mairie qui était pour 2024 de l'ordre de 2 500 €.

Il fait part du coût du papier qui représente une part importante des fournitures administratives et donne les tarifs existants de reproduction qui concernent uniquement le noir et blanc :

- copie A4 0.10 cts d'euros,

- copie A3 0.20 cts d'euros.

Le tarif de l'impression datant de 2007, avant la mise en place d'un photocopieur couleur, Mr le Maire propose de procéder à l'augmentation suivante :

- **pour une photocopie noir et blanc :**

* copie A4 0.20 €

* copie A3 0.30 €

- **pour une photocopie couleur :**

* copie A4 0.30 €

* copie A3 0.40 €

Il propose, pour favoriser l'information des associations en direction des habitants, la gratuité de 2 tirages par an/par association (soit 500 copies par association locale par an), le papier sera fourni par l'association bénéficiaire du tirage.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de son président et après en avoir délibéré :

- **DECIDE de fixer les tarifs de reproduction à compter du 1^{er} mai 2025 à savoir :**

* **pour une photocopie noir et blanc :**

* copie A4 0.20 €

* copie A3 0.30 €

* **pour une photocopie couleur :**

* copie A4 0.30 €

* copie A3 0.40 €

- **ACCEPTE** le principe de gratuité de la reproduction, avec fourniture du papier, au profit des associations locales, ainsi : **500 copies par an par association.**

- **CHARGE** Mr le Maire de transmettre ces tarifs au régisseur de recettes et au SGC (Service comptable de Gestion de Carcassonne) pour application au 1^{er} mai 2025.

MODALITES DE VOTE : A l'unanimité des membres présents et représentés.

**FIXATION DES TARIFS DE CONCESSION AU CIMETIERE COMMUNAL A COMPTER
DU 1^{ER} MAI 2025.**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que les tarifs des concessions au cimetière datent de 2016 et qu'il convient de les réévaluer pour répondre aux charges d'entretien du cimetière, qui ne cessent d'augmenter, compte tenu de la réglementation sur le « zéro phyto » qui suppose des passages plus fréquents des employés communaux notamment.

Il rappelle les tarifs appliqués à ce jour :

Concession de terre de 6 m2 (2 places) : 150 €

Concession de terre de 3.60 m2 (1 place) : 100 €

Concession au columbarium (place pour 2 urnes) :

* Concession de 10 ans : 120 €

* Concession de 50 ans : 300 €

Il propose les tarifs suivants à compter du 1^{er} MAI 2025 :

Concession de terre :

* 2 places (6m2) : 300 € pour 50 ans,

* 1 place (3.60 m2) : 150 € pour 50 ans

Concession au Columbarium :

* 1 case de 2 urnes (pour une durée de 50 ans) : 500 €

Les concessions pourront être renouvelées au prix du tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le prix de chaque concession revient en totalité au budget communal et sera payé auprès de la trésorerie de Carcassonne agglomération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- **APPROUVE** les tarifs proposés par Mr le Maire à savoir :

Concession de terre :

* 2 places (6m²) : 300 € pour 50 ans,

* 1 place (3.60 m²) : 150 € pour 50 ans

Concession au Columbarium :

* 1 case de 2 urnes (pour une durée de 50 ans) : 500 €

Tarifs mis en place à compter du 1^{er} MAI 2025

- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer toutes pièces afférentes à cette décision notamment les actes de ventes et les opérations budgétaires sur le budget communal.

MODALITE DE VOTE : A L'UNANIMITE des membres présents et représentés

MISE A JOUR DU LOYER DES BAUX A COMPTER DU 1^{ER} MAI 2025..

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de procéder à l'augmentation du loyer des locaux professionnels médicaux (orthophoniste, orthoptiste et infirmiers) ainsi que le locataire de la salle de danse du Château (Danse Form Club).

Il rappelle le montant des loyers actuels :

- 367.74 € par bail pour l'orthoptiste et l'orthophoniste,

- 250 € pour le cabinet d'infirmiers,

- 242.44 € pour la salle de danse

Il est appliqué une augmentation des loyers en fonction de l'indice national du coût de la construction publié par l'INSEE, conformément au bail et l'article 4.3 (indice de référence du 4^{ie} trimestre).

L'application de l'indice donne les loyers suivants, à compter du 1^{er} mai 2025 :

- 378 € par bail pour l'orthoptiste et l'orthophoniste,

- 257 € pour le cabinet d'infirmiers,

- 249 € pour la salle de danse

Le conseil Municipal oui cet exposé et après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** L'augmentation des loyers ci devant présentés :

o Prix de la location pour le cabinet de l'orthoptiste : 378 €

o Prix de la location pour le cabinet de l'orthophoniste : 378 €

o Prix de la location pour le Cabinet d'infirmiers : 257 €

o Prix de la location à l'association Danse Form Club : 249 €.

- **AUTORISE** monsieur le Maire à signer tout document se rattachant à cette décision tant réglementaire que budgétaire.

MODALITE DE VOTE : A L'UNANIMITE des membres présents et représentés

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPRUNTS (Caisse d'Epargne) AYANT FAIT L'OBJET D'UN REPORT D'ECHEANCE EN 2019- ECRITURES NON BUDGETAIRES A VALIDER.

Mr le Maire évoque l'ensemble des emprunts pour 2025 dont l'annuité totale cette année est de 37 539.33 €.

Il donne lecture d'un état des emprunts contractés auprès de la Caisse d'Epargne, dont un report de l'annuité a été sollicité par la Commune début 2019, suite aux inondations d'octobre 2018 et de l'impact financier sur le budget d'investissement.

Voici le rapport présenté par le service de la DGFIP dont dépend la Commune :

« Le solde du capital restant dû de l'emprunt CE n°ARC 22231 est erroné pour deux raisons:

- suite à la demande de report, l'échéance du 25/01/19 a été remboursée par la banque et titrée par la collectivité en fonctionnement (titre n°224/2019 au c/7788) alors que la somme de 11 535.51 € se répartissait entre capital (8 605.22 €) et intérêts (2 930.29 €).

- la demande de report s'est traduite par un décalage des échéances dans le temps, et a entraîné une répartition erronée lors de la comptabilisation du capital/intérêts des échéances de 2020 à 2024.

Conformément aux préconisations du conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP), la correction d'erreurs sur exercices clos passe par des écritures d'ordre non budgétaires de haut de bilan afin de rester neutre sur le résultat de l'exercice en cours. »

Mr le Maire demande au conseil de l'autoriser à donner son accord pour que ces opérations non budgétaires soient réalisées par les services de la DGFIP, dans les meilleurs délais.

LE CONSEIL MUNICIPAL OUI L'EXPOSE DE SON PRESIDENT ET APRES AVOIR DELIBERE :

- AUTORISE Mr le Maire à demander au comptable la régularisation de l'anomalie ci-dessus détaillée par la comptabilisation des écritures d'ordre non budgétaires suivantes :

* débit compte 1068 et crédit compte 1641 pour un montant de 8 605.22 € : régularisation du titre n°224/2019

* débit compte 1068 et crédit compte 1641 pour un montant de 1 226.15 € : régularisation des échéances 2020 à 2024

Le capital restant dû corrigé s'élèvera alors à 53 284.82 € en accord avec l'échéancier fourni par la banque (Caisse d'Epargne) pour ces deux emprunts.

MODALITE DE VOTE : A l'unanimité des membres présents et représentés.

APPROBATION DU RAPPORT DE LA CLECT DU 25/03/2025 ET ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2025.

Monsieur le Maire présente,

Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI) ;

Vu la délibération n° 2020-182 du conseil communautaire de Carcassonne Agglo en date du 18 septembre 2020 portant création de la CLECT ;

Vu le rapport de la CLECT du 25 mars 2025 ;

La CLECT s'est réunie le 25 mars 2025 et a approuvé le rapport relatif à la modification des attributions de compensation dans le cadre de :

- la revalorisation de
- la compensation du transfert de taux mis en œuvre suite à l'adoption du Pacte Fiscal et Financier
- la participation des communes aux investissements portés en 2024 par Carcassonne Agglo sur la Gestion des Eaux Pluviales Urbaines

Conformément à l'article 1609 nonies C du CGI : « Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. »

Le rapport de la CLECT est joint à la présente délibération, il précise les modalités de calcul des transferts de charges.

Il vous est proposé de valider l'attribution de compensation suivant les modalités ci-dessous :

ACF 2025
124 438 €

Après en avoir débattu, le conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents et représentés :

- D'accepter la révision libre des attributions de compensation au titre de l'exercice 2025 et suivants telle qu'elle figure dans le rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges (CLECT) du 25 mars 2025 ;
- De fixer le montant de l'attribution de compensation 2025 à 124 438 €;
- De charger Madame/Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

ADOPTION DE LA MOTION RELATIVE A LA REFORME DU CAS FACE PORTEE PAR LE SYADEN ET L'ENTENTE DES SYNDICATS D'ENERGIES EN REGION – TERRITOIRE D'ENERGIE D'OCCITANIE TEO.

Monsieur le Maire indique que la loi de finances pour 2025 a introduit, dans ses articles 20 et 129, la réforme du financement des aides à l'électrification rurale qui prévalait avec la gestion du compte d'affectation spéciale (CAS) Facé.

L'enveloppe du CAS Facé est alimentée par un prélèvement annuel, auprès des gestionnaires de réseaux de distribution, sur les recettes du tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE).

Ce système de financement, dont l'origine remonte à 1936, permettait le financement de l'entretien et de la modernisation des réseaux au moyen d'une ressource d'emploi provenant de l'utilisation des réseaux, et assurait une péréquation entre les zones urbaines et rurales. Dans le département de l'Aude, le Syndicat Audois d'Energies et du Numérique (SYADEN) est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité en charge notamment de réaliser les investissements sur le réseau d'électricité au sein des zones d'électrification rurale au sens du classement du FACE. Ce sont ainsi 408 communes, sur les 433 que compte le département de l'Aude, qui sont bénéficiaires de ce financement pour réaliser des travaux en matière d'électrification rurale. Ces investissements s'élèvent annuellement à environ 10 M€ injectés dans l'économie locale par le SYADEN.

La modification de la loi conduit à ce que l'enveloppe des aides à l'électrification soit en partie financée par un prélèvement sur le produit national de l'accise sur l'électricité (TICFE). De nombreux syndicats départementaux d'énergie ont exprimé leur inquiétude face à cette réforme qui pourrait gravement affecter l'efficacité du service public de distribution d'électricité.

Les craintes sont de plusieurs ordres :

- L'incertitude quant à la pérennité des ressources issues du prélèvement sur la TICFE, dont le montant est susceptible d'évoluer chaque année en fonction du vote du budget de l'Etat (d'autant que l'augmentation initialement envisagée pour 2025 de la TICFE, qui était destinée à abonder le fonds d'électrification, a été rejetée par les parlementaires).
- La perspective que les fournisseurs d'électricité (assujettis à la TICFE) répercutent la charge sur les consommateurs.
- Une complexification du schéma de financement qui est alimenté par 2 sources (la TICFE pour 5/12^{ème} de l'enveloppe, et le TURPE pour 7/12^{ème}), et donc une difficulté accrue pour les syndicats à effectuer des anticipations de recettes.

Dans ce contexte, lors de sa dernière conférence des Président(e)s qui s'est tenue le 13/02/2025 à Rivesaltes, l'Entente des syndicats départementaux d'énergie, Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO) a décidé d'approuver la motion ci-dessous afin que chaque syndicat puisse la relayer au sein de son territoire, en vue d'une adoption par chacune des communes pour porter celle-ci auprès des instances de l'Etat.

Dans ce contexte de développement des réseaux en zones rurales d'électrification pour accompagner le développement des territoires (nouveaux aménagements, renforcements et sécurisation du réseau,...) et accueillir les nouvelles installations de production d'électricité renouvelables nécessaires à la transition énergétique, le comité syndical du SYADEN réuni en date du 4 mars 2025, a adopté la motion portée par l'Entente TEO afin de la relayer pour approbation auprès des territoires de l'Aude dans l'optique d'interpeler les instances de l'Etat sur cette réforme impactante pour nos territoires.

Le Conseil municipal ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, DECIDE selon les modalités de vote suivantes :

POUR 11 CONTRE 0 ABSTENTION 1 (Mr Girard)

- D'adopter la motion ci-annexée portée conjointement par le SYADEN et l'Entente des syndicats d'énergie en région Territoire d'Energie d'Occitanie (TEO),
- D'autoriser le Maire à porter cette motion auprès des instances de l'Etat et en particulier solliciter le Préfet du département de l'Aude sur ce dossier.

POUR INFORMATION

- Compte rendu de la réunion publique sur le projet participatif d'Aire de jeux dans le Parc du Château.

Mr le Maire évoque la réunion du 25 mars au cours de laquelle le projet participatif pour l'élaboration d'une aire de jeux a été présenté aux habitants. Une trentaine de personnes étaient présentes ainsi les associations du village.

Mr le Maire et l'architecte ont présenté le projet devant le responsable du service de l'unité départementale de la protection des monuments historiques en date du 1^{er} avril.

La mission de l'architecte est environ de 4 800 €. Les matériaux seraient de récupération.

La réalisation de cette aire devrait débuter en septembre, une fois les démarches pour son autorisation réalisées.

Mr Girard évoque les périodes de grand vent où l'aire ne sera pas accessible pour des raisons de sécurité.

- compte rendu des travaux sur la RD37.

La 1^{re} tranche est quasiment terminée ; il ne reste que la partie effacement réseau qui doit être réalisée par le prestataire du Syaden.

La 2^{ie} tranche démarrera qu'après les travaux sur le réseau d'eau prévu en début d'Eté. La programmation sur la voirie ne pourra se faire qu'après.

Mr Girard évoque le passage piéton pour la traversée de la route au niveau de la sortie du stade.

- participation aux frais de scolarité de la Calendreta de Villedubert.

Mr le maire évoque l'obligation de participer aux frais de scolarité des écoles qui délivrent l'enseignement en langue régionale ; cette obligation a fait l'objet d'une loi, il y a quelques années, qui s'applique à toute commune dont un élève fréquente un tel établissement.

Mr le Maire a reçu une demande de la Calendreta située à Villedubert pour une participation de 500 € par élève.

Une convention de participation sera soumise au prochain conseil municipal.

- Information sur la mise à disposition d'un terrain communal.

Mr le Maire évoque la délibération du 24/02/25 l'autorisant à signer le bail pour la mise à disposition d'un terrain communal pour l'installation d'un équipement de réseau de télécommunication électronique.

Au regard de la faible adhésion au sein du conseil municipal et des manifestations d'opposition au sein d'une partie des habitants, Mr le maire a donc informé par courrier de sa décision de renoncer au projet de convention.

L'interlocuteur de la Sté d'Orange a fait savoir qu'elle poursuivrait ses recherches de terrain sur le patrimoine privé.

Cette information a été donnée auprès des opposants rencontrés le 4 Mars 2025 en Mairie.

Mr Girard « souhaite qu'une délibération annule celle prise en février 2025. Il évoque d'autres terrains susceptibles d'accueillir une telle installation notamment sur la zone las Cazals AE 45 ».

Mme Doutre regrette que ces projets soient non soumis à l'avis de la population : le projet de parc agri-voltaïque, photovoltaïque, le projet d'antenne.

La mairie pourra t'elle s'opposer à un tel permis de construire ?

QUESTIONS ORALES DE MR GIRARD.

1/Comment Mr le Maire explique t'il qu'en 5 ans de mandat aucune consultation de la population n'ai été mise en œuvre, contrairement à l'engagement pris dans la profession de foi électorale de sa liste ?

2/ pour quelle raison Mr le Maire ne veut pas prendre une délibération annulant celle prise le 24 février au sujet de la mise en place d'une antenne ?

3/ quel serait le prix de cession du château et du parc ?

La séance est levée à 19h45.

La Secrétaire
F SABAYROU

Le Maire
R.POMMIES